



Une femme sur un quai de métro le 28 octobre 2010 à Paris — *Miguel Medina AFP*

INTERVIEW

Harcèlement sexiste dans les transports: «Mesdames, répondez à notre questionnaire!»

MIS À JOUR LE 31/03/16 À 11H47

Christiane Dupart, de la Fédération nationale des associations d'usagers des transports, invite les citoyennes à répondre à une enquête sur le harcèlement sexiste...

Du sifflement jusqu'au viol, en passant par l'insulte ou le frottement... Il y a un an, la France découvrait que [100% des femmes avaient déjà été victimes](#), au moins une fois dans leur vie, de harcèlement sexuel dans les transports. C'est ce qu'annonçait le Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes. Pour en savoir plus, la Fédération nationale des associations d'usagers des transports (Fnaut) lance [un questionnaire destiné aux femmes](#). Avec quelles intentions ? *20 Minutes* a posé la question à Christiane Dupart, présidente de la Fnaut Nord-Pas-de-Calais-Picardie.

L'avis du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes a été rendu en avril 2015. Pourquoi lancer cette enquête maintenant, soit un an plus tard ?

En tant qu'association d'usagers, et sachant que la majorité des usagers sont des femmes, le harcèlement est un sujet qui nous préoccupe particulièrement. Ainsi, en juillet, nous nous étions associés à [la campagne lancée par le gouvernement](#) pour lutter contre le harcèlement des femmes dans les transports. Cette campagne prévoyait 12 mesures et, pour le moment, aucun bilan n'a été réalisé. Nous voudrions savoir ce qu'il en est. Les résultats de cette enquête nous permettront également d'étayer une étude que nous sommes en train de mener sur le harcèlement des femmes dans les transports publics. Elle présentera un état du droit sur le harcèlement, les différents moyens de lutte utilisés à l'étranger, ainsi que les projets en cours en France.

>> A lire aussi : [Les frotteurs du métro, un phénomène difficile à chiffrer et à éradiquer](#)

Les hommes peuvent-ils répondre à votre questionnaire ?

Non, [il s'adresse uniquement aux femmes](#), qu'elles utilisent régulièrement ou rarement les transports publics. Nous souhaitons vraiment recueillir leurs ressentis mais également leurs avis sur les solutions déjà mises en place et sur celles qui sont envisagées. Leurs réponses nous permettront de mesurer l'impact des comportements sexistes sur l'utilisation des transports collectifs par les femmes et surtout de préciser l'efficacité des différentes solutions avancées pour lutter contre ces comportements inacceptables. Nous présenterons ces résultats aux décideurs, qu'ils soient politiques ou professionnels des transports.

Votre questionnaire porte notamment sur les solutions déjà existantes. Quelles sont-elles ?

Il s'agit principalement de [numéros d'urgence](#), de bornes d'appel ou encore de systèmes d'alarme. Nous nous trompons peut-être, mais nous avons le sentiment que ces dispositifs sont méconnus des usagers. En tout cas, il nous semble que la communication autour de ces outils est déficiente. Plusieurs autres solutions sont en test depuis juillet, comme [l'arrêt des bus à la demande le soir](#) afin de déposer les femmes au plus près de leurs habitations. Nous avons pour l'heure peu de retours sur cette mesure, qui a fait ses preuves au Canada et que nous aimerions voir se généraliser en France.

>> A lire aussi : «[Les femmes doivent se réappropriier les transports en commun](#)»

Justement, quelles autres solutions préconisez-vous ?

Il faudra forcément travailler sur la qualité des transports, car le fait que les métros et les trains régionaux soient bondés facilite certains gestes déplacés. Ensuite, nous voudrions que davantage d'agents soient formés pour recueillir les témoignages des femmes victimes d'agressions et qu'ils soient également habilités à recevoir des plaintes. Nous voudrions enfin que [les femmes soient associées aux décisions](#)

d'aménagement - cheminements vers les gares, les métros et les arrêts de bus, couloirs, éclairage, etc. Nous voudrions qu'elles puissent travailler, en amont, avec les architectes, car ce sont elles les utilisatrices ! Cette demande rejoint le combat plus général de la Fnaut qui est de permettre aux usagers d'être associés aux décisions les concernant. Ce n'est pas le cas à l'heure actuelle : lorsqu'ils sont consultés, c'est le plus souvent sur des décisions déjà prises.

>> A lire aussi : [«Personne ne m'a aidée», s'indigne une victime](#)

Propos recueillis par Céline Boff